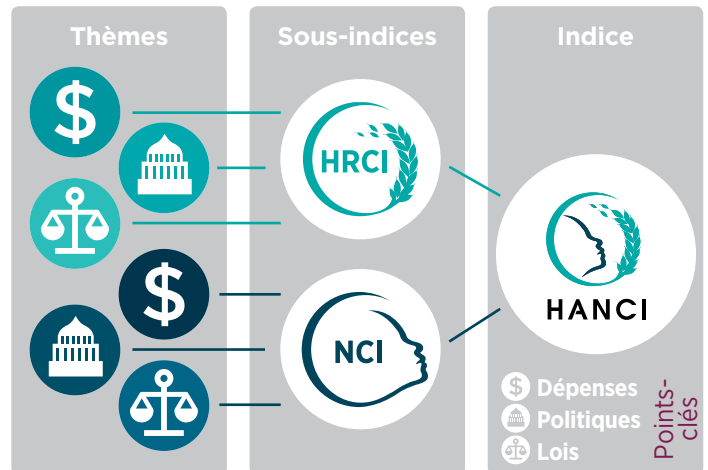
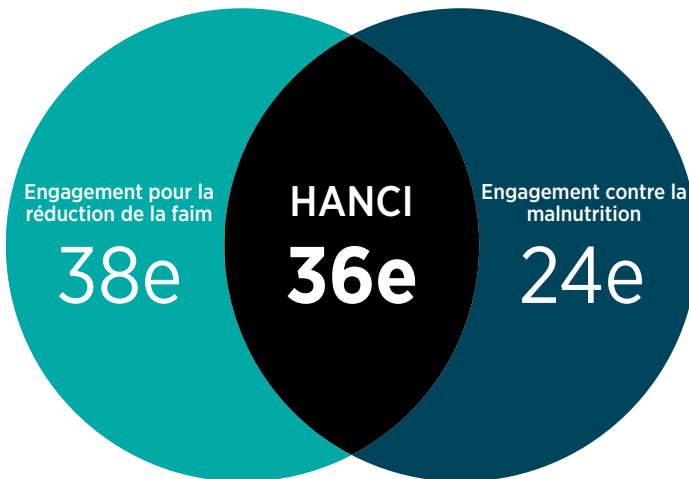


## Nigeria: Données clés



Taux actuels de d'émaciation : 7.2% retard de croissance : 32.9% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 19.4%

Source : Gouvernement nigérian (NNHS, 2015)

### Bons résultats

- Nigeria : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Nigeria : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016-2017.
- Nigeria : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Nigeria : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (2.2% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Nigeria : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (5.3% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Nigeria : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Nigeria : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Economic Recovery & Growth Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (32.6% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Nigeria : seulement 60.6% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Nigeria : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Nigeria : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (29.8% en 2013) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

### Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.2%	2016	38e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	5.3%	2015	31er

### Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2016	7e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	29e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	29.8%	2013	37e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2016	8e ex aequo

### Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2017	29e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2014	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

### Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	17e ex aequo

### Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	76%	2015	20e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	76.4%	2015	26e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	32.6%	2015	24e
Visites médicales pour les femmes enceintes	60.6%	2013	43e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2017-2020	36e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016-2017	1er ex aequo

### Lois

Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel